

Après les Taleban : fragmentation politique, hiérarchie communautaire et classes sociales en Afghanistan

Gilles Dorronsoro

Le Moyen-Orient, de par sa proximité avec l'Europe et sa richesse en matières premières, fait partie de la périphérie utile des puissances occidentales [1]. Leur domination financière, politique et culturelle y est ressentie comme une menace identitaire par les populations musulmanes, et particulièrement arabes, ce qui a facilité l'adoption d'un vocabulaire religieux par nombre de mouvements contestataires [2]. Or, depuis la fin de l'URSS, l'hégémonie américaine est devenue sans partage, comme l'a montré la guerre du Golfe, l'embargo contre l'Irak et l'évolution du conflit israélo-palestinien. Le début des attaques contre les Etats-Unis date précisément de la guerre du Golfe avec la radicalisation d'une partie des mouvements islamistes qui mettent fin à leur alliance avec la monarchie saoudienne et dénoncent la présence militaire américaine, devenue permanente, sur la terre sainte de l'islam. L'innovation stratégique de ben Laden [3], dont on doute qu'elle se perde avec la mort de ce dernier ou même avec le démantèlement d'al-Qaïda, est de frapper directement les Etats-Unis, y compris sur son propre sol, plutôt que ses alliés - qui ont parfois une attitude ambiguë comme l'Arabie saoudite.

Devant la contestation particulièrement cruelle et spectaculaire de leur hégémonie que représentent les attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont réagi par l'affirmation d'une véritable « doctrine de la souveraineté limitée », d'où l'intervention en Afghanistan et les menaces contre d'autres pays du Moyen-Orient (Yémen, Soudan, Irak). La guerre d'Afghanistan, premier conflit de ce type, a un caractère atypique du fait de l'affrontement de trois acteurs de statut différent : un Etat (les Etats-Unis), un quasi-Etat non reconnu internationalement (les Taleban) et un mouvement transnational (al-Qaïda). En raison de la volonté d'agir vite, la stratégie américaine, largement improvisée, a résulté notamment des conflits entre le Département d'Etat et la Défense. Après l'échec des tentatives de déstabilisation des Taleban par le Pakistan, les Etats-Unis ont fait le choix par défaut d'un soutien à l'Alliance du Nord qui regroupait les opposants aux Taleban. En raison des bombardements, ces derniers ont rapidement perdu les villes, puis ont disparu comme mouvement organisé. La défaite des Taleban n'est pas le résultat d'une stratégie suicidaire, dans une logique sacrificielle mais, comme dans le cas irakien, d'une mauvaise évaluation des rapports de force. En particulier, les Taleban ont cherché à éviter le conflit par des

ouvertures diplomatiques et n'ont jamais joué la radicalisation (traitement correct des journalistes et des humanitaires détenus). Le fort niveau de centralisation politique a probablement joué contre les Taleban [4], mollah Omar ayant sans doute surestimé son soutien populaire et la résistance de ses troupes aux bombardements.

En raison de la nature triangulaire du conflit, la défaite des Taleban n'assure pas *ipso facto* la victoire des Etats-Unis. La survie de ben Laden et la présence de nombreux combattants d'al-Qaida dispersés en Afghanistan ou au Pakistan empêchent un retrait américain dans un délai prévisible [5]. Malgré la victoire annoncée, le bilan de la campagne contre al-Qaida ne pourra être établi que dans quelques mois, voire quelques années. A ce stade, rien n'indique que l'organisation ait été démantelée, d'autant que l'Afghanistan n'a jamais été sa principale base opérationnelle (les attentats du 11 septembre ont été organisés au Moyen-Orient et dans les pays occidentaux). Les pertes subies par al-Qaida, désormais privée de sanctuaire, pourraient être compensées par une popularité plus grande et un décroisement entre les réseaux nationaux, qui est un effet de la doctrine des Etats-Unis. En effet, les mouvements islamistes aux objectifs nationaux (lutte contre Israël, libération du Cachemire, opposition au régime ouzbek, etc.) se trouvent *de facto* solidaires d'al-Qaida car soumis au même régime par les Etats-Unis, malgré leur opposition éventuelle aux attentats du 11 septembre (Hezbollah ou Hamas par exemple). La stigmatisation de l'adversaire comme « terroriste », catégorie désormais naturalisée dans les médias et chez certains universitaires, a des effets de réalité qui jouent comme prophétie auto-réalisatrice (« l'internationale islamiste »).

En Afghanistan même, l'intervention américaine a eu pour effet le retour à la fragmentation politique des années 1990 avec un possible retour à la guerre civile généralisée, qui aurait un effet désastreux sur la stabilité de la région et offrirait de nouveau un espace aux groupes radicaux, notamment ouzbeks et pakistanais. Deux changements significatifs se sont également produits dans les équilibres sociaux-politiques : le basculement du pouvoir d'un groupe de religieux à un groupe d'éduqués [6] et, parallèlement, le bouleversement de la hiérarchie ethnique. C'est à partir de ces changements qu'on analysera en conclusion les contraintes des acteurs dans le processus de reconstruction de l'Etat.

La fragmentation politique

Après la prise de Kaboul en 1996, les Taleban avaient commencé la mise en place d'un Etat clérical, dominé par les oulémas. La souveraineté populaire était niée au profit d'une légitimation par la *chariat* et le pouvoir se trouvait concentré dans les mains de mollah Omar, consacré Commandeur des croyants en avril 1996 par une assemblée d'oulémas. Par la répression, l'utilisation d'antagonismes locaux et de larges amnisties, les Taleban étaient parvenus à défaire les groupes armés et à instaurer un monopole de la force, au moins dans les grandes villes et sur les axes principaux. Ces résultats ont été la source essentielle de la popularité des Taleban, initialement assez large, avant que leur interprétation de la *chariat* ne soulève des mécontentements à la fois dans les milieux urbains et dans les tribus, pour des raisons d'ailleurs très différentes. En effet, les milieux citadins éduqués rejettent les Taleban comme obscurantistes, réactionnaires (statut des femmes, opposition à l'éducation et à la culture, etc.), alors que les populations tribales se sont ponctuellement opposées aux Taleban quand ceux-ci ont pris des mesures qui les défavorisaient économiquement ou s'opposaient à l'ordre tribal.

Le premier résultat de la disparition des Taleban a été le retour à la fragmentation politique. On compte aujourd'hui sept pouvoirs régionaux significatifs et des dizaines de petits groupes qui contrôlent quelques villages ou un bout de vallée, souvent avec une force armée très réduite. Les rapports entre les groupes armés sont mauvais et des combats ponctuels ont déjà eu lieu à de nombreuses reprises [7].

Devant les risques de reprise de la guerre civile, l'ONU et le gouvernement Karzai ont demandé l'envoi de nouvelles troupes en Afghanistan. 30 000 hommes seraient ainsi nécessaires selon F. Vendrell, l'adjoint de Brahimi, le représentant spécial de l'ONU, pour garantir la sécurité dans les grandes villes. Seule la présence américaine empêche pour l'instant une détérioration générale.

Comment expliquer ce mouvement de fragmentation ? La défaite des Taleban est liée à des conditions sociales et des équilibres politiques que nous allons préciser, mais il est auparavant important de noter un aspect essentiel. Si, contrairement à une interprétation répandue [8], les Taleban n'ont jamais été les simples instruments des services pakistanais (ISI, Inter-Service Intelligence), ils étaient cependant très dépendants militairement de ceux-ci. Le faible niveau de professionnalisation des Taleban explique par exemple l'intervention de commando pakistanais pour faire reculer Massoud à l'été 2000. Le style stratégique des Taleban reposait essentiellement sur une grande mobilité (transport de troupes dans des véhicules tout terrain) qui permettait de concentrer rapidement des hommes pour déborder l'adversaire. Le niveau d'organisation demeurait limité, les officiers

pakistanaï s'étant souvent en charge de la coordination sur le terrain. Sous la violence des bombardements américains, l'appareil militaire s'est effondré. Loin d'être une particularité des Taleban, ces débandades sont une constante chez les mouvements afghans (troupes d'Ismaël Khan en 1995, de Dostum en 1997 et 1998, etc.). Seul Massoud, en raison d'un terrain très favorable et d'une professionnalisation engagée dès les années 1980, a été capable de se replier en ordre après la perte de Kaboul en 1996. Par ailleurs, les combattants étrangers, au nombre de quelques milliers, ne sont pas parvenus, malgré une organisation supérieure, à encadrer les Afghans, dont les rapports avec les « Arabes » ont toujours été difficiles. C'est bien l'effondrement de l'appareil militaire qui a entraîné la débâcle du régime Taleban et non une contestation politique ou sociale.

La régionalisation au Nord

La fragmentation politique ne procède pas partout des mêmes mécanismes : les régions pachtounes du Sud et les provinces du Nord ont des comportements politiques distincts [9]. Dans le Nord, les Taleban n'avaient pas totalement pu asseoir leur domination en raison de la faiblesse de leurs soutiens dans la population locale et surtout de la persistance de mouvements d'opposition, principalement dans le Nord-Est et dans le Hazarajat (région centrale). Ces mouvements, progressivement réduits depuis la chute de Mazar-i Sharif en 1998, ne présentaient plus une menace pour les Taleban. Massoud, à la tête du dernier mouvement militairement significatif, avait perdu régulièrement du terrain depuis la chute de Kaboul en 1996. En raison de la pression croissante des Taleban, ces mouvements d'opposition s'étaient coordonnés au sein d'une Alliance du Nord, mais celle-ci est restée jusqu'à aujourd'hui une coalition très lâche, sans unité militaire ou idéologique. Dans le contexte de l'intervention américaine, ces groupes ont pourtant permis aux Etats-Unis de disposer d'alliés pour les opérations au sol. La forte pression des bombardements américains ayant contraint les Taleban à évacuer les villes et à se replier au Sud, les résistances ont surtout été le fait des Taleban locaux - souvent des populations pachtounes ralliées en raison des jeux d'opposition communautaires - et des combattants étrangers, à partir du moment où les Etats-Unis faisaient obstacle à une reddition négociée, même si le gouvernement pakistanaï s'a pu évacuer de Kunduz, par avion, nombre de ses ressortissants [10].

La chute des Taleban a donc permis aux partis de l'Alliance du Nord de se réinstaller sur les mêmes positions que dans les années 1990. Les pouvoirs régionaux sont basés dans les principales villes du nord :

Mazar-i Sharif (et surtout Chiberghan) pour les anciennes milices communistes de Dostum, Hérat pour Ismaël Khan, commandant historique de la lutte anti-soviétique dans l'Ouest, Kaboul pour les héritiers de Massoud. Seule la ville de Mazar-i Sharif est partagée, ce qui a provoqué des heurts, jusque-là limités, entre les différents mouvements. Les espaces politiques se constituent à partir de la ville et de son espace régional, qui naît d'une complémentarité économique, d'une identité commune et, à l'inverse, se trouve parfois limité par de véritables barrières communautaires, comme les Pachtounes du Farah qui font obstacle à une pénétration plus au Sud de l'administration d'Hérat, une ville persanophone. Par ailleurs, faute d'avoir le plein contrôle d'une ville, le Hezb-i wahdat s'est installé dans le village de Bamyân, mais ce parti a des forces armées dans Mazar-i Sharif et marginalement dans Kaboul, deux villes où réside une forte minorité hazara [11]. Dans ce cas, l'espace politique potentiel du Hezb-i wahdat correspond à la présence de la population hazara.

Il ne faut cependant pas exagérer le degré de cohérence régionale dans le Nord. La vallée du Pandjchir elle-même est, comme le savent les humanitaires qui y travaillent, divisée entre différents petits commandants concurrents. Des poches de résistance significatives persistent également en raison des conflits communautaires qui se sont aggravés avec les bouleversements politiques fréquents de ces dernières années. Les populations pachtounes minoritaires du Nord sont soumises aux pressions des autres groupes, notamment en raison de la concurrence pour la terre. La province du Badakhshan, historiquement réticente à l'influence de Massoud, abrite des groupes armés dissidents. De même, la région de Kunduz, au peuplement pachtoun important, a toujours été la frontière de la zone d'influence de Massoud et reste politiquement très fragmentée.

Une logique « khaldounienne » au Sud

Dans le Sud pachtoun, il n'existait plus de mouvements de résistance significatifs aux Taleban. L'apparition de groupes d'opposants tribaux est la conséquence, et non la cause, de la défaite car, devant une opposition militairement peu efficace, les Taleban ont négocié leur disparition plutôt que de combattre. Pour expliquer ce phénomène, il faut revenir à la tension constante dans le monde tribal entre le discours religieux des mollahs et le pachtounwali (coutume tribale pachtoun) qui oriente le comportement des leaders tribaux ou des notables (*khan*) [12]. Les oulémas avaient pu s'imposer dans le Sud parce qu'ils n'appartenaient pas à un segment tribal, leur situation d'extériorité leur permettant ainsi de dépasser les antagonismes entre

les groupes et de mettre fin aux désordres. Mais, sous le gouvernement des Taleban, les pratiques des oulémas, souvent en contradiction avec le pachtounwali, entraînaient des tensions avec les tribus. La reconnaissance d'un statut juridique pour les femmes (héritage reconnu, l'interdiction du lévirat ou des échanges de femmes pour mettre fin aux vendettas), l'interdiction de pratiques socialement acceptées (combats d'animaux, jeux divers, vendetta) représentaient des ruptures sérieuses par rapport au pachtounwali. L'intervention américaine a été l'occasion d'un retournement de situation au détriment des oulémas.

Les religieux ont en effet échoué à mobiliser durablement au nom du djihad. Pendant la période des bombardements américains, les mollahs afghans - très majoritairement proches des Taleban - multiplient les prêches dans les mosquées pour donner une dimension religieuse à la guerre avec les Etats-Unis, sur le modèle de la lutte contre les Soviétiques. Paradoxalement, ces appels au djihad seront mieux entendus au Pakistan où les volontaires des zones tribales pachtounes se mobilisent par milliers sous l'influence des mouvements fondamentalistes. Des centaines seront massacrés dans le Nord et quelques-uns ont été arrêtés à leur retour du Pakistan. Cette mobilisation n'est d'ailleurs pas récente et ben Laden reste une figure très populaire depuis les bombardements américains de 1998. En Afghanistan même, le niveau de mobilisation est difficile à apprécier faute de sources fiables, mais il était probablement faible en milieu urbain, plus fort dans l'Est et dans le Sud, d'où est issu le mouvement. Le retrait des Taleban, devenu dérouté en raison de l'effondrement de l'appareil militaire, a entraîné la perte du charisme de mollah Omar. La débâcle a eu un effet cumulatif, chaque retrait préparant le suivant, jusqu'à la chute de Qandahar.

Dès lors, les oulémas ne sont plus parvenus à s'opposer aux leaders tribaux, qui ont mobilisé leur communauté pour participer à la prise du pouvoir. La conquête des villes s'est faite dans une logique de concurrence entre les groupes, d'où des conflits parfois plus violents entre les groupes vainqueurs qu'avec les Taleban, par exemple à Qandahar. Les forces étrangères ont été instrumentalisées dans le jeu des concurrences entre groupes, c'est pourquoi il n'y a pas eu de réaction contre la présence (limitée) de troupes américaines à Qandahar. Ceci n'implique cependant pas leur acceptation dans le jeu politique autrement que de façon temporaire ou dans une logique mercenaire, comme dans les combats à Tora-Bora.

Le retour au jeu des solidarités tribales explique la déconstruction négociée du mouvement Taleban, sans combats importants, ni prisonniers. Dans le cas de Qandahar, les tribaux auraient d'ailleurs eu du mal à briser militairement les Taleban, sauf à faire raser la ville par l'aviation américaine. En raison de la conformité de l'idéologie des Taleban avec le sentiment populaire, il n'y a pas de stigmatisation des anciens Taleban, qui sont rentrés chez eux librement ou ont rejoint les armées tribales. Les oulémas afghans, qui formaient la grande majorité des cadres du mouvement, sont revenus à leur place traditionnelle dans le jeu tribal sous la protection de leur groupe. Mollah Omar bénéficie pour l'instant de la protection de sa tribu et sa simple survie fait d'ailleurs peser la menace d'un retour du mouvement Taleban dans les provinces du Sud en cas de retrait américain. La société pachtoune, avec ses petits arrangements entre tribus, se prête mal aux opérations de ratissage voulues par les Américains [13].

Dans un schéma somme toute assez proche de ce qui est décrit par Ibn Khaldoun, les tribus ont donc renversé un pouvoir urbain affaibli. Les groupes armés qui s'installent en ville représentent les tribus environnantes et reproduisent le modèle d'opposition segmentaire en milieu urbain, d'où la coexistence de différents groupes armés (Qandahar, Djalalabad). Contrairement à ce qui se passe dans le Nord, l'occupation d'une ville ne donne pas nécessairement le contrôle de sa périphérie. Ainsi, la Chura (conseil) de Djalalabad n'est pas reconnue en dehors de la ville. Les réseaux mobilisés sont très étroits, aucun pouvoir ne contrôle une province entièrement. Selon le degré de tribalisation, la carte des groupes armés est calquée sur la carte tribale comme dans l'Est (Nangrahar, Paktia, Paktika) ou une situation beaucoup plus fluide s'installe comme à Qandahar où les appartenances tribales ne sont pas transposées directement sur le plan politique. Dans certaines provinces (Helmand, Ghazni notamment), la tribu n'est pas une structure de mobilisation en raison de la faiblesse des notabilités et le désordre s'installe au profit de petits groupes.

La situation des populations civiles

Quitte à rompre avec l'image de l'Amérique libérant l'Afghanistan, il faut constater que la population dans sa majorité a connu une dégradation de ses conditions de vie depuis l'intervention américaine [14]. Il est possible que cette situation soit transitoire, mais la refondation d'un Etat pose, on le verra plus loin, de réels problèmes. Le mécanisme de légitimation de la guerre ne pouvant pas uniquement reposer sur la destruction de ben Laden, l'intervention

américaine a été mise en scène comme une libération, sur le modèle - implicite et peut-être inconscient - de celle de l'Europe par les Etats-Unis. Or, certains des groupes qui ont pris le pouvoir n'ont pas grand chose à envier aux Taleban en matière de violations des droits de l'Homme et aucun parti n'a de projet démocratique. Malgré cette situation complexe, les médias se sont focalisés sur quelques « moments » - d'ailleurs réels - de joie de la population qui écoute librement de la musique et va au cinéma - et sur les groupes qui tirent le plus immédiatement profit du renversement des Taleban, les femmes citadines par exemple [15]. L'envers de cette libéralisation des villes est la dégradation de la situation en milieu tribal. De plus, les centaines de milliers de réfugiés ne sont pas tous rentrés chez eux. Enfin, le retour à la production d'opium à grande échelle dans l'Est de l'Afghanistan - et bientôt le Sud ? - est maintenant une réalité.

Actuellement, deux éléments transforment significativement la vie de la population : l'insécurité et l'afflux massif d'aide humanitaire. Le premier changement évident est le fort niveau d'insécurité : il est devenu dangereux de voyager sur la plupart des routes, y compris les quelques grands axes goudronnés, comme l'a montré l'assassinat de plusieurs journalistes début décembre. On assiste au retour des check-points sur certains trajets d'où une moindre circulation des biens et des personnes. Les convois d'aide sont pillés régulièrement. Même à l'intérieur de certaines villes comme Mazar-i Sharif, ou plus encore Qandahar et Djalalabad, la population est confrontée au retour des groupes armés. Le niveau d'insécurité reste fort à Kaboul, malgré la présence des troupes internationales. Le second aspect est l'impact de l'aide internationale qui s'annonce massive, au moins pour un an ou deux, alors même qu'on annonce la levée des sanctions de l'ONU contre l'Afghanistan [16]. La conférence de Tokyo a permis de lever 4,5 milliards de dollars (de promesse de dons) pour les 5 prochaines années. Cependant, un fonds n'a pas été constitué pour gérer ces sommes, les mécanismes de concurrence entre ONG et entre pays donateurs qui privilégient la visibilité des projets risquent de poser de sérieux problèmes de coordination et d'efficacité. L'aide devrait cependant permettre de reconstruire une partie des infrastructures et d'aider les populations à risques. A plus long terme, les organisations internationales et des ONG vont probablement devenir un élément important de l'administration de la population, avec les effets positifs (efficacité technique) et négatifs (situations néo-coloniales) que ce type de situation peut créer. Enfin, l'instrumentalisation des ONG dans les stratégies occidentales est désormais un processus achevé, avec les risques inhérents à la confusion des logiques militaire et humanitaire.

La hiérarchie ethnique

« *La possibilité d'un équilibre interethnique ne réside donc pas dans une quelconque uniformité du champ social, mais dans une sorte de consensus implicite quant à la nature et aux relations de ses constituants, équilibre toujours fragile que l'évolution historique et économique bouscule et que les périodes de crise remettent en question* » [17]. Comme l'indique Pierre Centlivres dans cette citation, l'équilibre ethnique en Afghanistan fonctionnait à partir d'une hiérarchie acceptée des ethnies, qui se constate notamment dans les alliances matrimoniales socialement acceptables et se représente dans l'anthropologie populaire. En Afghanistan, cette hiérarchie ethnique est le produit de la domination des Pachtounes sur l'Etat, symbolisée par la royauté [18]. Le clan royal des Mohammadzai a ainsi fonctionné historiquement comme un grand pourvoyeur de hauts fonctionnaires, même si ces derniers se sont trouvés en concurrence avec les produits de l'université à partir des années 1960 et, bien sûr, exclus avec la prise de pouvoir des communistes [19]. A l'opposé, au bas de la hiérarchie ethnique, les Hazaras sont la référence négative par excellence. Originaires de la région centrale, cette communauté a migré depuis un siècle dans les villes (Kaboul, Mazar-i Sharif). L'anthropologie populaire, par les proverbes notamment, les montre comme sales, de mœurs douteuses, etc. [20]. Aucun groupe ne leur donne de fille à marier et ils occupent des positions dévalorisées (cuisinier, manœuvre, boucher, etc.). Leur appartenance au chiisme est un élément supplémentaire de marginalisation. Cette différence religieuse a permis au pouvoir de les déclarer *kafir* (incroyants), ce qui a rendu licite leur mise à mort ou leur mise en esclavage lors des campagnes de pacification de la fin du XIX^{ème} siècle.

<!--SPIP--> L'effondrement de l'Etat, qui perd le contrôle des campagnes dès 1978, a permis la remise en cause de la hiérarchie ethnique. Les Pachtounes ont en effet perdu l'appui d'un Etat, qui les avantageait généralement, alors que l'ensemble des communautés s'armaient pour lutter contre les Soviétiques. Plusieurs groupes ont particulièrement changé leur statut au cours de la guerre. En premier lieu, les Hazaras ont acquis une grande autonomie, qu'ils souhaitent aujourd'hui consolider par un statut juridique particulier en tant que chiites et un redécoupage de la carte des provinces qui leur permettrait de constituer un ensemble administratif homogène. Le gouvernement de Kaboul, notamment entre 1980 et 1986 a d'ailleurs eu une politique d'ouverture à l'égard des Hazaras, d'où leur présence accrue dans les administrations à Kaboul. En second lieu, les Ouzbeks, traditionnellement écartés des centres de décisions et de l'armée

(comme les Hazaras), ont émergé comme puissance militaire avec les milices de Dostum - regroupant en pratique des Tadjiks, des Turkmènes, etc. - qui se sont fait une réputation de combattants féroces dans tout l'Afghanistan. Enfin, dans le Nord-Est, Massoud est devenu, malgré lui d'ailleurs, l'expression des Pandjchiris, plus que des « Tadjiks », catégorie surtout utilisée par l'administration ou les médias, mais qui ne correspond pas à une identité réelle. Dans tous ces cas, un leader personnifie les qualités guerrières du groupe et sa revendication à un accès aux ressources de l'Etat. Ces changements ont eu des effets concrets sur les relations inter-communautaires, par exemple l'interdiction de pâturer pour les nomades pachtounes en territoire hazara ou les pressions contre les populations pachtounes minoritaires dans le Nord du fait de la concurrence pour la terre.

Après les années incertaines entre 1992 et 1996, la prise du pouvoir par les Taleban représentait un retour à l'ancienne hiérarchie ethnique, même si ces derniers n'ont jamais mis en avant une idéologie nationaliste. La conséquence majeure de l'intervention américaine est que la hiérarchie ethnique est à nouveau remise en cause avec l'occupation militaire de la capitale par l'Alliance du Nord. Or, les Pachtounes peuvent difficilement accepter un pouvoir qui leur échapperait totalement et leur poids démographique, entre 40 et 50% de la population totale, en fait l'élément indispensable d'un équilibre politique.

Cette hiérarchie communautaire n'est pas directement transposable au niveau politique, car il n'y a pas de correspondance entre carte politique et macro-ethnies, malgré une représentation mécanique de l'ethnicité qui conduit à compter le nombre de Pachtounes ou de Tadjiks au sein du gouvernement pour vérifier la correspondance avec le poids démographique de chaque groupe. En fait, le niveau qui permet l'expression des solidarités est plus restreint que les macro-ethnies (Ouzbek, Tadjik, Hazara, Pachtounes, etc.). Ainsi, ce ne sont pas les « Tadjiks » qui dominent l'actuel gouvernement, mais les Pandjchiris, qui ont marginalisé l'ancien président Rabbani (de la province du Badakhshan), ainsi qu'Ismaël Khan (d'Hérat), tous étant, dans une certaine nomenclature, considérés comme Tadjiks. Le président Rabbani pendant sa présence à Kaboul entre 1992 et 1996, était presque uniquement entouré de Badakhshis. Une reprise de la guerre civile pourrait cependant conduire à une ethnicisation de la guerre sur la base des identités régionales autant que macro-ethniques, d'autant plus facilement que, contrairement aux années 1980, aucun parti n'a une influence nationale et que le discours de certains mouvements a des tonalités ouvertement ethno-nationalistes

(Hezb-i wahdat pour les Hazaras, et Dostum pour les Ouzbeks). Par ailleurs, une solution de type fédéraliste, demandée par certains intellectuels afghans, se heurte à l'opposition de nombreux leaders et à la complexité de la carte ethnique, particulièrement dans le Nord.

La concurrence entre éduqués et oulémas

Deux groupes sociaux, oulémas et éduqués, sont en concurrence pour être le groupe social dominant [21]. Les éduqués, produit du développement de l'appareil éducatif, sont à l'origine de la formation du champ politique afghan dans les années 1960 [22]. C'est dans les milieux étudiants de Kaboul que les partis politiques ont vu le jour comme stratégie collective pour imposer par le haut une révolution, d'inspiration marxiste ou islamiste, qui leur donnerait accès aux ressources de l'Etat. Dans la guerre, les éduqués se sont trouvés divisés entre communistes et islamistes, ces derniers faisant alliance avec le groupe qui avait la plus grande force de mobilisation dans la société rurale : les oulémas. Ces derniers ont investi le champ politique au point que la quasi-totalité des chefs de partis étaient des oulémas pendant la guerre contre les Soviétiques. Au milieu des années 1990, l'émergence des Taleban a marqué la polarisation entre les deux groupes avec, d'un côté, l'omniprésence des oulémas au sein des Taleban et, de l'autre, une résistance de plus en plus limitée à Massoud, prototype des éduqués afghans à la tête d'une organisation cantonnant les oulémas à un rôle juridique et moral. L'intervention américaine a pour effet un renversement des positions, les oulémas étant désormais marginalisés politiquement, au moins à un niveau national.

Le retour des éduqués

L'idéologie des Taleban, liée à leur origine sociale rurale et pauvre, avaient entraîné la marginalisation des éduqués avec la fermeture de la plupart des écoles, l'interdiction du travail pour les femmes et, de façon générale, le rejet de tout ce qui pouvait représenter une modernisation/occidentalisation de la société afghane. Pour les éduqués, la paupérisation ou l'exil étaient les seules perspectives à partir du moment où un emploi administratif devenait de plus en plus incertain, les ONG n'offrant que des possibilités limitées de recrutement. Le renversement est aujourd'hui total : les responsables politiques au niveau national sont maintenant issus de l'université ou du lycée, à l'exception des notables tribaux qui dominent dans le Sud. L'aide étrangère va probablement provoquer le développement de bureaucraties (ONG, Etat afghan, OI) susceptibles de les embaucher.

La réouverture des écoles de filles et les emplois dans les ONG offrent par exemple un débouché professionnel pour nombre d'Afghanes au chômage. De plus, un espace ouvert à la modernité apparaît dans les grandes villes, principalement à Kaboul et peut-être à Mazar-i Sharif. Les valeurs des élites afghanes, par exemple un statut plus libéral pour les femmes, une ouverture culturelle à l'Occident etc., ne sont plus *a priori* suspectes, au moins dans les grandes villes du Nord.

Un décalage est pourtant observable entre les éduqués et les groupes au pouvoir dans les différentes villes. Outre qu'on reste dans une logique autoritaire qui interdit toute forme d'opposition politique, les *mohajiddin*, qui forment les troupes des partis, sont des ruraux. Sans avoir le côté profondément anti-urbains des Taleban, ils ne partagent pas nécessairement les valeurs de la bourgeoisie de Kaboul. Ainsi, l'éviction des femmes de l'espace urbain date de la chute du régime de Kaboul en 1992 et non de l'arrivée des Taleban, qui sont allés jusqu'au bout de cette logique en interdisant explicitement ce qui l'était largement de fait. Par ailleurs, même en se limitant aux villes, les différences régionales sont nombreuses. En milieu pachtoune, le conservatisme et l'absence de véritable culture urbaine (notamment à Qandahar) ne laisse que peu d'espace aux éduqués. A l'inverse, Dostum rétablit un système assez proche de celui des communistes à Mazar-i Sharif. Dans une situation intermédiaire, Hérat vit un « conservatisme éclairé » : les femmes portent obligatoirement la *burqa* - elles l'ont toujours fait, même pendant l'occupation soviétique - mais les jeunes filles peuvent aller dans des lycées de bonne qualité. Pour résumer, la définition de ce qui est socialement acceptable est très variable d'un endroit à l'autre du pays. A ces différences régionales, on peut ajouter les tensions entre les normes de gouvernance internationale et les pratiques, notamment l'application de la *chariat* (amputation des mains pour les voleurs par exemple).

Par ailleurs, l'espace politique qui est désormais ouvert aux éduqués permet le retour des clivages idéologiques ou sociaux. La première ligne de partage oppose les islamistes et les communistes, qui se sont généralement combattus et, parfois, alliés ces dernières années. Les héritiers de Massoud représentent le pôle islamiste des éduqués (Fahim, Abdoullah, Qanouni). Le groupe des communistes est présent autour de Dostum, autrefois proche de l'ancien président communiste Babrak Karmal, mais de nombreux Partchamis (le Partcham était une des branches du parti communiste) ont rejoint le Jamiat-i islami dans le Nord-Est sur la base de solidarités communautaires. De plus, un ancien capitaine de l'armée comme Ismaël Khân à Hérat n'a jamais

fait partie du courant islamiste historique avec lequel il entretient de mauvais rapports.

La deuxième opposition, qui recoupe une différence régionale Nord-Sud, concerne la trajectoire sociale des élites. Selon les capitaux sociaux dont elles disposent, ces élites mobilisent différemment des ressources politiques. Un représentant typique des élites traditionnelles comme l'actuel président Karzai, est issu d'une grande famille pachtounne de Qandahar, dont la famille, parente de celle du roi, compte un nombre important de hauts fonctionnaires [23]. Ces élites, qui tentent de retrouver une place au sommet de l'État, ont été marginalisées pendant le djihad anti-soviétique en raison de l'absence de soutien du Pakistan et d'organisations politiques fragiles. Elles utilisent leur légitimité généalogique pour mobiliser le soutien des segments tribaux, notamment dans la région de Qandahar. Dans d'autres cas, les leaders jouent de leur capacité à s'imposer dans le jeu de la concurrence entre notables (dans l'Est, à Ghazni, dans l'Helmand). A l'inverse, les élites qui se sont imposées par la guerre ont des stratégies collectives définies au sein de partis politiques. En règle générale, ceux-ci recoupent cependant un réseau de solidarité (Pandjchir pour le courant de Massoud) ou fonctionnent largement comme tel (les Partchamis autour de Dostum par exemple).

L'élimination des oulémas du champ politique national

Les oulémas sont les grands perdants des récentes évolutions. Leur pouvoir allait pourtant croissant depuis la déclaration de djihad contre le régime communiste en 1978. Loin d'être une aberration, la prise de pouvoir par les Taleban représentait l'aboutissement d'un investissement croissant des oulémas dans le champ politique [24]. Leur émergence n'était une rupture qu'à l'intérieur du champ religieux, car les oulémas Taleban étaient généralement issus d'un milieu rural pauvre, en opposition avec les familles qui avaient dominé jusque-là le champ religieux (Mojaddidi et Gaylani). Les oulémas n'occupent plus désormais de positions significatives dans le champ politique national, comme le montre leur quasi-absence du gouvernement intérimaire formé en décembre 2001 [25]. Le Hezb-i wahdat représente cependant une exception à cette évolution. Les oulémas chiites n'ont pas été marginalisés du fait de leur appartenance à l'Alliance du Nord et de l'absence d'alternatives au sein de la communauté hazara. Leur importance au niveau national est d'ailleurs limitée, car il n'y a probablement guère plus de 15% de chiites.

On est cependant loin d'une disparition de l'influence des oulémas, qui se maintiennent comme force politique locale. En effet, là où les élites religieuses étaient dominantes avant les Taleban, elles le sont en partie restées, notamment dans certaines provinces du Sud (Ghazni, Zaboul). Par ailleurs, les oulémas resteront les acteurs essentiels du système judiciaire à partir du moment où il est difficile à un pouvoir de refuser l'application de la *chariat*, qui est interprétée par les oulémas. Leur exclusion du champ politique leur permet également de se positionner de nouveau comme les censeurs du pouvoir et, si les circonstances s'y prêtent, de critiquer les projets modernisateurs du pouvoir. Enfin, la disparition des Taleban est aussi un changement dans les équilibres internes du champ religieux avec le retour possible des grandes familles religieuses comme les Mojaddidi et les Gaylani, qui pourraient reconstituer leurs réseaux clientélistes, en partie à des fins politiques.

Les risques de l'ingénierie sociale

L'intervention américaine, qui avait pour seul objectif la destruction d'al-Qaïda, a donc provoqué des changements essentiels dans les équilibres politiques et sociaux en Afghanistan. L'investissement des pays occidentaux tranche avec le désintérêt qui a suivi le retrait soviétique dans les années 1980 et passe désormais par un contrôle militaire et une reconstruction qui mettent l'Afghanistan sous protectorat international, au moins pour une période transitoire. Le processus de State-building qui se met en place suppose notamment de trouver une série de compromis complexes sur les futurs équilibres politiques. Or, le bilan de la communauté internationale, en dehors du Cambodge où la conjoncture était plus favorable, est globalement négatif pour ce type d'opérations. Quels sont les principaux obstacles au succès du processus en cours ?

Les accords de Petersberg signés en décembre 2001 ont permis la mise en place d'un gouvernement intérimaire pour quelques mois en attendant la convocation d'une Loya Jirga (Grande Assemblée) à l'été 2002. La composition du gouvernement intérimaire est un succès pour le courant de Massoud, qui obtient trois ministères essentiels : la Défense, l'Intérieur et les Affaires étrangères. La présidence est donnée à Hamit Karzai, proche du roi, qui fournit une légitimation pachtoune au pouvoir. Tous les autres groupes participant à l'Alliance du Nord ont dénoncé la composition déséquilibrée du gouvernement intérimaire, même si aucun n'a annoncé de passage à une opposition militaire. Pourquoi les négociateurs de l'ONU ont accepté cette formule ? En contrôlant militairement la capitale, le groupe de

Massoud devenait potentiellement un élément perturbateur parce qu'il pouvait empêcher l'installation d'un gouvernement, les négociateurs ont donc préféré un accord qui ne reflétait pas les équilibres nationaux à un risque d'échec. Le groupe de Massoud s'est opposé à la présence d'une force internationale pouvant amener la neutralisation de la capitale qui serait un affaiblissement majeur pour ce groupe, alors réduit à une dimension locale, la vallée du Pandjchir pour l'essentiel. Le compromis qui s'est dégagé, avec une force internationale réduite, permet le maintien de leurs troupes dans la capitale.

Le risque est qu'il n'y ait pas reconstruction d'un Etat dans les mois qui suivent parce que Kaboul n'apparaîtra pas comme un lieu neutre avec un gouvernement trop nettement dominé par un parti. Les leaders régionaux n'ont d'ailleurs pas de postes dans le gouvernement, en dehors du courant Massoud. En particulier, la fusion des armées régionales, passage essentiel pour en finir avec la guerre civile, est difficile à ce stade en raison de l'absence de mécanisme garantissant la neutralité de l'armée à reconstruire. De plus, l'arrivée de l'aide humanitaire dans les mois qui viennent va précéder la reconstruction de l'Etat. Or, sauf à créer des crises majeures, il faut une répartition de l'aide qui corresponde à peu près à un équilibre géographique, ce qui renforcera l'autonomie des pouvoirs régionaux. Le véritable début de la reconstruction de l'Etat risque ainsi d'être repoussé à la convocation d'une Loya Jirga prévue pour cet été, dans des conditions politiques encore difficiles à évaluer. Par ailleurs, les opérations militaires américaines dans le sud de l'Afghanistan se poursuivent pour éliminer ben Laden et mollah Omar, ce qui se révèle contradictoire avec la pacification.

Enfin, la présence de plusieurs milliers de soldats, majoritairement de l'OTAN, marque aussi l'entrée des puissances occidentales dans un jeu régional bouleversé, avec l'appui de la Russie, mais en contradiction avec les intérêts pakistanais tels qu'ils sont définis par l'armée depuis plus de vingt ans [26]. Les rivalités régionales, même si elles peuvent difficilement s'exprimer pour l'instant en raison de la présence américaine, sont un facteur de risque supplémentaire pour l'Afghanistan. Des effets, difficilement prévisibles, de ces dynamiques contradictoires dépendra finalement le bilan de l'intervention américaine.

[1] . Immanuel Wallerstein a montré comment l'évolution politique et économique des régions non-occidentales est largement déterminée

par le rythme de leur insertion dans le système capitaliste, ce qui évite notamment de poser la question des régimes politiques du Moyen-Orient de façon essentialiste : « L'islam est-il compatible avec la démocratie ? ». Voir Immanuel Wallerstein, *The Modern World-System*, Academic Press, 1974, 1980, 1989 (trois tomes). Par ailleurs, la domination de la périphérie « utile » fait pendant à un désengagement de la périphérie « inutile » notamment l'Afrique, comme on l'a vu lors du génocide rwandais.

[2] . François Burgat insiste sur la dimension identitaire des mouvements islamistes contemporains qui reprennent souvent les revendications des mouvements nationalistes ou marxistes, voir : *L'islamisme au Maghreb*, Paris, Karthala, 1988 et, pour la Turquie, Günter Seufert, *Politischer Islam in der Türkei. Islamismus als Symbolische Repräsentation einer sich Modernisierenden Muslimischen Gesellschaft*, Istanbul, Franz Steiner Verlag, 1997.

[3] . « ben Laden » est ici le symbole des réseaux radicaux, son rôle comme individu n'est pas connu avec certitude. Son organisation, al-Qaida, est véritablement transnationale en ce qu'elle réunit des militants de différents pays, essentiellement arabes, dans ce qui pourrait être une coordination souple plutôt qu'une organisation hiérarchique.

[4] . En particulier, il n'y a pas eu de scission entre « durs » et « modérés », ce que montre la cohésion des réseaux d'oulémas qui structuraient le mouvement.

[5] . Le faible nombre de morts et de prisonniers à Tora-Bora laisse penser que la plupart des membres d'al-Qaida se sont dispersés dans l'Est de l'Afghanistan ou dans les zones tribales pakistanaises et n'offrent plus de cibles à l'aviation américaine.

[6] . Un « éduqué » est passé par le lycée ou l'université, ce qui implique une socialisation particulière.

[7] . Mentionnons les premiers combats à Kunduz entre Dostum et le Jamiyat, les affrontements entre les groupes de Qandahar et Ismaël Khân (gouverneur d'Hérat), les accrochages pour le contrôle de Khost, etc.

[8] . L'interprétation géopolitique d'Ahmed Rashid, par exemple, qui fait des Taleban l'expression des intérêts énergétiques du Pakistan en

l'Asie centrale, voir Taliban, Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia, Tauris, 2000.

[9] . Le « Sud » et le « Nord » ne sont que grossièrement géographiques et correspondent respectivement aux régions pachtounes tribales et aux régions plus hétérogènes du Nord où dominant des populations non-tribalisées (Tadjiks, Ouzbeks, Turkmènes, etc.).

[10] . Voir Sophie Shihab, Le Monde du 13 décembre 2001. Par ailleurs, la mort par étouffement dans des containers de dizaines de prisonniers, ajoutée aux récents massacres de prisonniers à Mazar-i Sharif, a conduit plusieurs organisations humanitaires (notamment le CICR et Amnesty International) à dénoncer le non-respect du droit de la guerre. Certains observateurs craignent une campagne de liquidation des combattants étrangers, appuyée par les gouvernements russes ou ouzbeks. A l'arrière-plan de ces massacres se trouve la difficulté à juger des étrangers impliqués dans les combats en Afghanistan. Ce casse-tête juridique va probablement se poser pour la France, dont certains ressortissants sont détenus. Les Etats-Unis sont ici dans une position ambiguë. La lutte contre le terrorisme est une guerre, mais les prisonniers n'ont pas le statut de la Convention de Genève auquel ils ont a priori droit, sauf démonstration au cas par cas et devant une juridiction appropriée de leur implication dans des crimes.

[11] . Les militants du Hezb-i wahdat sont tous Hazaras et ce parti mobilise le sentiment identitaire hazara, mais développe cependant une rhétorique religieuse. Bamyan, aux marges du Hazarajat mais sur un voie de communication importante, était déjà le siège officiel du parti lors de sa constitution en 1990.

[12] . La littérature anthropologique est particulièrement abondante sur ce thème voir par exemple, A. S. Ahmed et D. Hart (eds), Islam in Tribal Societies, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1984. Pour les tribaux, il n'y a pas de contradiction entre le pachtounwali et l'islam, même quand les dispositions coutumières vont à l'évidence contre la chariat.

[13] . Il est d'ailleurs très probable que, même à Tora-Bora, des accords aient permis la fuite de nombreux combattants d'al-Qaida. En utilisant les troupes afghanes, les Etats-Unis ont limité à la fois les risques de rejet et l'efficacité des opérations au sol.

[14] . En dehors même des pertes civiles causées par les bombardements, probablement plus d'un millier de morts et des milliers de blessés, et de la destruction de certaines infrastructures comme les aéroports.

[15] . Il est fascinant de voir que la burqa, devenue le symbole de l'oppression des Taleban, est toujours portée par les femmes, à quelques exceptions près, sans que cela constitue maintenant un sujet journalistique « intéressant ».

[16] . Voir le rapport sur l'effet des sanctions, qui ont effectivement été un facteur aggravant de la crise économique en Afghanistan, frappé depuis plusieurs années par la sécheresse. United Nations, Vulnerability and Humanitarian Impact of the UN Security Council Sanctions in Afghanistan Prepared by the Office of the UN Humanitarian Coordinator for Afghanistan, Islamabad, Pakistan, Septembre, 16, 2000.

[17] . Pierre Centlivres, « Identité et image de l'autre dans l'anthropologie populaire », in Et si l'on parlait de l'Afghanistan, Editions de la MSH, 1988, p. 43.

[18] . Le roi Zaher Shah a été renversé par un coup d'Etat en 1973, son cousin Daoud qui lui a succédé a mis fin à la royauté, mais c'est le coup d'Etat communiste de 1978 qui marque l'effacement des élites royalistes.

[19] . Pour la place des Mohamadzai au sein de l'Etat voir Abdullah Aziz, Essai sur les catégories dirigeantes de l'Afghanistan 1945-1963, Berne, PeterLang, 1987. Le recrutement des élites a cependant évolué au cours du temps, avec la formation d'une bourgeoisie afghane urbaine. Ainsi, l'ex-roi Zaher Shah, plus à l'aise en persan qu'en pachto, appartient davantage aux élites urbaines de la capitale qu'au monde tribal.

[20] . Pierre Centlivres, op. cit., pp. 31-44.

[21] . Gilles Dorronsoro, « Le conflit entre éduqués et oulémas », à paraître dans les actes du colloque La guerre entre le local et le global, organisé par le CERI le 29 mai 2000.

[22] . Gilles Dorronsoro, La révolution afghane, Paris, Karthala, 2001, p. 80 et s.

[23] . Pour les biographies de la famille Karzai, voir Ludwig Adamec, *Who's who of Afghanistan*, Graz, Akademische Druck und Verlaganstalt, 1987.

[24] . Voir Gilles Dorronsoro, « Les oulémas afghans », *Archives des sciences sociales des religions*, novembre 2001.

[25] . L'ancien président Rabbani, un ouléma, a été évincé par le courant Massoud, ce qui reflète des luttes de tendances anciennes au sein du Jamiat-i islami et aussi le pouvoir déclinant des oulémas.

[26] . Nous ne traitons pas du rôle des puissances régionales dans le cadre de cet article. Pour une analyse de la dimension pakistanaise, voir notre étude du CERI, « La politique afghane du Pakistan et ses conséquences sur les provinces frontalières », février 2002.